

Yildiz AUMEERUDDY-THOMASWwf/Unesco People and Plants
ProgrammeCentre d'écologie fonctionnelle
et évolutive (Cefe)Centre national de la recherche
scientifique (Cnrs)

1919, route de Mende

34293 Montpellier Cedex 5

France

Conflits de pouvoir et de représentations à l'interface des sociétés et des aires protégées : exemple du parc national Kerinci Seblat en Indonésie

La mise en place d'une aire protégée introduit un rapport de pouvoir entre une nouvelle administration et les sociétés locales. Ici, au Kerinci (Indonésie), les représentations de la nature, le lien entre ces représentations et les systèmes de pouvoir, le rapport au sacré (ancêtres fondateurs et défunts) et au monde extérieur, pour avoir été ignorés, sont à l'origine de conflits qui vont à l'encontre des objectifs de conservation poursuivis par le parc.

**Photo 1.**

Le lac Kerinci, d'une superficie de 41 km², alimenté par l'ensemble du réseau hydrographique de la vallée, se déverse au sud-est dans la rivière Merangin.

The valley's entire river system runs into Lake Kerinci (41 km²), which flows out into the Merangin River at its southern end.

Photo T. Thomas.

RÉSUMÉ

CONFLITS DE POUVOIR ET DE REPRÉSENTATIONS À L'INTERFACE DES SOCIÉTÉS ET DES AIRES PROTÉGÉES : EXEMPLE DU PARC NATIONAL KERINCI SEBLAT EN INDONÉSIE

Les approches de la conservation sont fondées sur une exclusion des dimensions sociales du domaine naturel. Elles ont, cependant, évolué depuis les années 1970 vers une prise en compte des besoins économiques des populations qui dépendent des zones protégées, mais cela ne semble pas être suffisant pour régler les conflits. Le fondement et les valeurs sous-jacentes de ces approches sont analysés ainsi que les diverses étapes de leur évolution. Hormis les conflits économiques, nous démontrons que les aires protégées échouent dans leurs objectifs de conservation, car les dynamiques sociales et culturelles locales ne sont pas prises en compte. En particulier, les représentations symboliques de la nature et le lien entre représentations et système de pouvoirs des sociétés concernées sont ignorés. Après une analyse détaillée des modes de représentation de la nature au Kerinci (Sumatra), en Indonésie, qui met en évidence les inégalités de pouvoir et de perception au sein de la société Kerinci, nous démontrons que la mise en place du parc national Kerinci Seblat introduit *de facto* un nouveau facteur de pouvoir qui est celui des gestionnaires de la conservation, soutenus par les discours internationaux sur la conservation. Cela entraîne des réactions locales qui sont à l'inverse des objectifs de conservation poursuivis par le parc. Il est important de comprendre ces relations entre modes de représentation et systèmes de pouvoir, afin de saisir les véritables enjeux et de pouvoir développer une approche de la conservation socialement acceptable.

Mots-clés : aire protégée, représentation symbolique, relation de pouvoir, conflit.

ABSTRACT

POWER CONFLICTS AND REPRESENTATIONS AT THE INTERFACE BETWEEN SOCIETIES AND PROTECTED AREAS: THE KERINCI SEBLAT NATIONAL PARK IN INDONESIA

Approaches to conservation often exclude the social from the natural dimension. Although they have evolved since the 1970s and now take better account of the economic needs of populations that depend on protected areas, this has not been taken far enough to resolve conflicts. This article analyses the basis and underlying values of these approaches as well as the various stages in their development. Besides economic conflict, we will show that protected areas are also failing to reach their conservation objectives because local social and cultural dynamics are not taken into account. In particular, symbolic representations of the natural world and the links between these representations and the power structure of the societies concerned are ignored. After making a detailed analysis of representations of the natural world in the Kerinci region (Sumatra) in Indonesia, which highlights the uneven distribution of power and perceptions in Kerinci society, we will show that the establishment of the Kerinci Seblat national park has effectively introduced a new factor of power, through the presence of conservation managers who are supported by international discourse on conservation. The local reactions this has aroused are the reverse of what conservationists are attempting to achieve in the national park. It is important to understand the relationships between representations and power structures, to grasp the true issues at stake and develop socially acceptable approaches to conservation.

Keywords: protected area, symbolic representation, power structure, conflict.

RESUMEN

CONFLICTOS DE PODER Y DE REPRESENTACIONES EN LA IMBRICACIÓN DE SOCIEDADES Y ÁREAS PROTEGIDAS: EJEMPLO DEL PARQUE NACIONAL KERINCI SEBLAT EN INDONESIA

Los planteamientos de la conservación están basados en una exclusión de las dimensiones sociales del ámbito natural. Sin embargo, desde los años setenta, fueron evolucionando hacia un modelo que tuviera en cuenta las necesidades económicas de las poblaciones dependientes de las zonas protegidas, pero eso no parece ser suficiente para solucionar los conflictos. Se analizan la base y los valores subyacentes de estos enfoques así como las distintas etapas de su evolución. Exceptuando los conflictos económicos, demostramos que las áreas protegidas fracasan en sus objetivos de conservación, ya que no se tienen en cuenta las dinámicas sociales y culturales locales. En particular, se ignoran las representaciones simbólicas de la naturaleza y el vínculo entre representaciones y sistema de poderes de las sociedades en cuestión. Tras un análisis detallado de los modos de representación de la naturaleza en Kerinci (Sumatra), Indonesia, que pone de manifiesto las desigualdades de poder y de percepción en la sociedad Kerinci, demostramos que la implantación del Parque nacional Kerinci Seblat introduce, de hecho, un nuevo factor de poder que es el de los gestores de la conservación, respaldados por los discursos internacionales sobre la conservación. Esto provoca reacciones locales completamente opuestas a los objetivos del parque. Es importante comprender estas relaciones entre modos de representación y sistemas de poder, para entender lo que verdaderamente está en juego y poder desarrollar un planteamiento de la conservación socialmente aceptable.

Palabras clave: área protegida, representación simbólica, relación de poder, conflicto.

Introduction

Cet article retrace l'évolution des approches de la conservation de la nature, en particulier le développement des aires protégées, et aborde la situation des conflits sociaux engendrés par celles-ci. Ces conflits sont analysés sous l'angle des divergences de modes de représentation entre sociétés locales et approches globales de la conservation et des relations entre modes de représentation et systèmes de pouvoir. Nous étudierons, dans un premier temps, le développement des approches de la conservation de la nature afin de bien en situer les fondements et les systèmes de valeurs sous-jacents. Bien que le système des aires protégées, fondé sur l'exclusion sociale, ait au cours de l'histoire tenté de prendre en compte les intérêts économiques des sociétés vivant dans les zones concernées, la question principale des conflits de pouvoir et des modes de représentation n'a pas été ou très peu abordée à ce jour. Ces conflits ont, à nos yeux, un rôle important dans les nombreux échecs rencontrés dans la gestion des aires protégées. Nous prendrons comme exemple le parc national Kerinci Seblat en Indonésie, afin de montrer la complexité des interactions entre modes de représentation et rapports de pouvoir ainsi que l'effet de ces conflits sur la gestion des aires protégées.

Les fondements des approches de la conservation

Les approches de la conservation qui ont donné naissance au réseau des aires protégées tendent à considérer que seule une nature dépourvue de présence humaine est véritablement naturelle. La séparation de l'homme, et ses sphères culturelles et politiques, de la nature a eu des conséquences graves dans des régions où l'homme dépend matériellement des ressources naturelles et où il se considère comme partie intégrante de la nature. Ces approches se fondent sur la dualité nature-culture qui émerge en Europe à la période de la Renaissance (PALSSON, 2002). Le siècle des Lumières et, par la suite, l'essor de la pensée scientifique ont favorisé l'étude des phénomènes naturels en tant que phénomènes isolés de toute sphère politique et culturelle (LATOUR, 1997). L'homme qui se conçoit alors comme un élément extérieur de la nature développe le sentiment qu'il peut en disposer sans que cela affecte sa propre destinée. Nous assistons effectivement à une exploitation des ressources de la planète et une révolution industrielle qui, dans un pays comme l'Angleterre, a détruit tout espace faiblement anthropisé (HAMILTON, 2001). Dans ce contexte où la nature se fait rare, et où l'homme

vit essentiellement dans un cadre urbain, les aires protégées constituent des sortes de jardin d'Eden où l'homme urbain peut encore se confronter à cette nature dont il est issu et où il peut expérimenter des sentiments ataviques.

Le concept d'environnement qui émerge dans les années 1970 (sommet de Stockholm et établissement du Programme des Nations unies pour l'environnement en 1972) constitue une prise de conscience des effets pervers de l'homme sur son environnement. Cela donne naissance au mouvement environnementaliste, qui s'accompagne du sentiment moral ou éthique qu'il faut réparer les effets néfastes de l'humanité (HAMILTON, 2001). Le résultat de cette prise de conscience, ajouté aux sentiments de culpabilité judéo-chrétiens (péché originel), entraîne un grand mouvement qui consistera à vouloir sauver la nature des méfaits de l'homme. Cela renforce le concept de « *wilderness* » (nature sauvage), cher aux premiers colons américains, et l'expansion des réseaux d'aires protégées qui excluent les sociétés (ZUBE, 1986 ; NASH, 1982). Ce sentiment de devoir moral n'est pas appliqué uniquement chez soi (en Occident) mais dans cette autre partie de la planète (les pays non industrialisés et les anciennes colonies), afin d'éviter que les mêmes erreurs y soient reproduites.

Photo 2.

La plaine médiane de la vallée est aménagée en rizières inondées.
The valley's central plain has been transformed into flooded paddy fields.

Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.



Encadré 1.**Évolution de la gestion des aires protégées.**

Dans les pays du Sud, les premières réserves furent mises en place au début du XX^e siècle dans les colonies françaises, anglaises et néerlandaises. Bien qu'ayant déjà pour but affiché la protection des bassins-versants, ces réserves étaient, pour la plupart, surtout des réserves de chasse pour les colons (COLCHESTER, 1994). Dans des pays non colonisés telles que le Népal, ou dans certaines zones non contrôlées par les colons telles que certains districts du Nord-Pakistan, de grandes zones de forêts étaient mises en défens par les rois et princes locaux pour la chasse aux trophées. C'est le cas par exemple du Royal Chitwan National Park au Népal. Il va sans dire qu'il ne s'agit pas de chasser du petit gibier, mais des animaux nobles, tigres, lions, éléphants, la fameuse « mégafaune charismatique », ou espèces emblématiques, laquelle fait jusqu'à nos jours l'objet d'une très grande attention dans tous les milieux de la conservation. Ces espèces étant visuellement très attractives, elles jouent également un rôle prépondérant dans les sociétés non occidentales, comme par exemple le tigre en Indonésie, le panda en Chine, le léopard des neiges dans les sociétés tibétaines.

L'approche « aires protégées » a un lourd passif de rapports de pouvoir et d'imposition, sur la majorité des utilisateurs de ces espaces dits naturels ou sauvages, des valeurs des groupes sociaux dominants. Parmi ces groupes dominants, il y a les scientifiques, biologistes et écologistes, qui, ignorant les effets des interactions entre le biologique et le social, considèrent les objets à conserver souvent comme de purs objets biologiques. La conférence de la biosphère de l'Unesco, en 1968, exprime pour la première fois l'idée que la conservation des ressources devait se développer parallèlement à son utilisation par l'homme, la conférence des Nations unies de Stockholm, en 1972, met l'accent sur la nécessité d'intégrer conservation de l'environnement et développement (notion d'écodéveloppement à l'origine du concept de développement durable). Cependant, le discours des milieux de la conservation reste très fortement ancré dans une dichotomie profonde entre nature et culture jusqu'au début des années 1980, où le troisième congrès des parcs nationaux et des aires protégées de l'Uicn (MC NEELY, MILLER, 1982) recommande de prendre en compte les besoins socio-économiques des populations locales. Ainsi s'est développé le concept de zone tampon, zone périphérique en bordure d'aire protégée où les gestionnaires de la conservation travaillent avec les populations locales. Le but est d'y apporter la contrepartie économique qui leur aurait été enlevée du fait de l'interdiction stricte de prélever dans l'aire protégée. Cela se prolonge dans la conception de grands projets de conservation et de développement (Pcdi). L'intégration du développement dans les Pcdi consiste essentiellement à proposer toute une panoplie de petits projets de développement. Ces projets vont de la construction d'écoles et d'hôpitaux à la production de volailles en batterie, au développement d'unités pour la production de champignons, et d'autres produits dits alternatifs, de même que l'écotourisme, solutions, pour la plupart, ne prenant en compte qu'une partie de la dimension économique du problème. Dès le début des années 1990, SAYER (1991) et WELLS *et al.* (1992) dressent une analyse critique de ces projets, notant une approche par trop technologique, et font remarquer de surcroît que le concept de zone tampon est très flou, mais reste largement appliqué car il présente un attrait majeur pour les bailleurs de fonds. En effet, ces derniers préfèrent payer pour un double objectif de conservation de l'environnement et de développement. La Déclaration de Caracas (Uicn, 1992), adoptée en 1992, met l'accent sur la participation des communautés locales, sur la nécessité de négocier avec ces dernières ainsi que de développer une approche plus globale de la conser-

vation, prenant en compte non seulement les aires protégées, mais également les forêts secondaires et anthropisées. Par ailleurs, l'échec de la gestion des forêts d'État, qui restreint l'accès aux populations dans des pays tels que l'Inde et le Népal, donne lieu à une décentralisation des pouvoirs. On assiste à la mise en place de systèmes de cogestion des forêts entre l'État et les communautés locales, comme le Joint Forest Management en Inde et la Foresterie communautaire au Népal (POFFENBERGER, 1991). Ils établissent de nouvelles relations entre les départements forestiers, donc l'État, les Ong, les chercheurs et les communautés rurales (AUMEERUDDY *et al.*, 1999). Ces modèles de cogestion qui donnent plus de pouvoirs aux communautés sont aujourd'hui critiqués car ils seraient téléguidés par les organisations internationales et constitueraient une entrave au développement du rôle de l'État (MARTIN, 2002). Cependant, les chercheurs, les États et les gestionnaires de pays tels que l'Inde et le Népal continuent à penser que ces modèles sont applicables dans les contextes politiques et sociaux de leur pays. Ils s'attachent à en identifier les contraintes et les problèmes afin de les faire évoluer (AUMEERUDDY *et al.*, 1999). Ces modèles de cogestion sont actuellement repris et adaptés dans le cadre de la gestion des aires protégées, comme par exemple la cogestion de zones à usages multiples dans certains parcs nationaux ou dans des zones tampons.

En ce qui concerne les échelles de travail de la gestion conservatoire, on assiste à une évolution de la conservation des espèces (approche populationnelle) vers la conservation d'habitats et celle de paysages entiers. Les travaux de nombreux anthropologues et ethnobiologistes, qui s'intéressent aux conflits entre sociétés et aires protégées ainsi qu'à l'agrobiodiversité et aux agro-écosystèmes, contribuent à développer une conscience générale de l'importance des dynamiques sociales et des pratiques locales dans la gestion des habitats et des paysages. On reconnaît de plus en plus l'importance des agro-écosystèmes pour la conservation *in situ* des ressources génétiques (ORLOVE, BRUSH, 1996). Plus récemment, des anthropologues tels que FAIRHEAD et LEACH (1996) en Afrique et BALÉE (2000) en Amazonie opèrent une relecture des paysages et argumentent que de vastes zones, considérées comme naturelles et mises en défens actuellement au nom de la protection de la biodiversité, sont en réalité issues de longues années d'interaction entre l'homme et la nature. Cette prise de conscience a largement gagné les milieux de la conservation, qu'il s'agisse des gestionnaires ou des chercheurs. On observe un plus grand intérêt pour les savoirs et pratiques traditionnels et pour les paysages culturels (*cultural landscapes*). L'accent reste cependant très centré sur des approches économiques et nous trouvons très peu d'exemples de projets de conservation qui questionnent véritablement les dynamiques sociales et fassent une analyse fine des systèmes de valeurs des utilisateurs des ressources. Dans ce domaine, le programme *People and Plants* de l'Unesco et du Wwf innove, en 1992, en utilisant principalement l'ethnobotanique comme méthode de recherche et d'analyse du système de valeurs des utilisateurs et des dynamiques sociales locales. Ce type de programme cherche également à prendre en compte les systèmes décisionnels des institutions locales pour mettre en place des projets innovants. Il s'agit de développer des modèles de gestion en concertation étroite avec les communautés locales, mais également d'utiliser ces études de cas afin de faire évoluer les réglementations à l'échelle nationale et internationale. Toutes ces approches restent cependant très utiles (économiques), écologiques (durabilité des ressources), institutionnelles (prise en compte des institutions locales), ne questionnant en aucun cas les conflits de pouvoir et de représentations sous-jacents.



Carte 1.

l'Indonésie et l'emplacement du parc national de Kerinci Seblat, à Sumatra.

Map of Indonesia showing the location of Kerinci Seblat National Park in Sumatra.

Dans les sociétés non industrielles, on observe des formes de pratiques de conservation ou des restrictions d'utilisation, de coupe ou de prélèvement de gibier. Ces pratiques sont, cependant, souvent conçues dans le cadre d'une gestion spatiale et temporelle qui intègre l'ensemble du système de production ainsi que des dimensions symboliques et culturelles. C'est le cas, par exemple, de l'agriculture sur brûlis qui prévoit des périodes de mise en jachère allant parfois jusqu'à vingt ans ou le maintien dans certaines sociétés de zones de forêts perçues comme sacrées. Ces forêts ont souvent des fonctions initiatiques ou abritent des esprits tutélaires, tout en ayant des fonctions parallèles qui sont de protéger des ressources importantes ou remarquables des populations concernées. Cependant, les pratiques de gestion conservatoire dans ces sociétés n'excluent pas l'utilisation des ressources. Celle-ci est régulée par un certain nombre d'interdits sociaux ou de règles d'accès très précises (AUMEERUDDY, BAKELS, 1994 ; HAYEDIE, HADLEY, 1998). Ces modes de gestion durable de l'environnement ne sont pas, dans la plupart des cas, fondés sur des concepts de conservation ou de durabilité tels que nous les

entendons dans les sociétés industrialisées (POSEY, 1998).

Dans des régions où cette « nature » est encore abondante, comme par exemple le bassin amazonien ou l'Indonésie, et où elle est un espace social vécu sur le plan à la fois symbolique et matériel, on peut se questionner sur les raisons de la mise en place de réseaux d'aires protégées si importants.

Le discours relatif à la gestion d'aires protégées a connu une forte évolution au cours de ces vingt dernières années. L'encadré 1 retrace les grandes tendances des approches de la conservation et des évolutions récentes de ces approches.

La mise en défens (exclusion d'utilisation par les sociétés riveraines) dans le cadre de réseaux d'aires protégées est-elle une solution, une vitrine ou une obligation pour la majorité des pays du Sud ? Dans des pays comme l'Indonésie, la question de la gestion des forêts en général est centrale et alarmante (HOLMES, 2002) et on peut s'interroger sur les raisons de l'expansion du réseau d'aires protégées. Nous tentons ici non pas de répondre à cette question trop vaste – qui mérite cependant d'être posée – mais nous remettons en cause l'approche des aires pro-

tégées, dans la mesure où elle ne tient pas compte des dynamiques sociales et culturelles locales. En effet, elle s'avère non efficace, n'atteignant souvent pas les objectifs de conservation affichés, et par ailleurs pose des problèmes éthiques et sociaux.

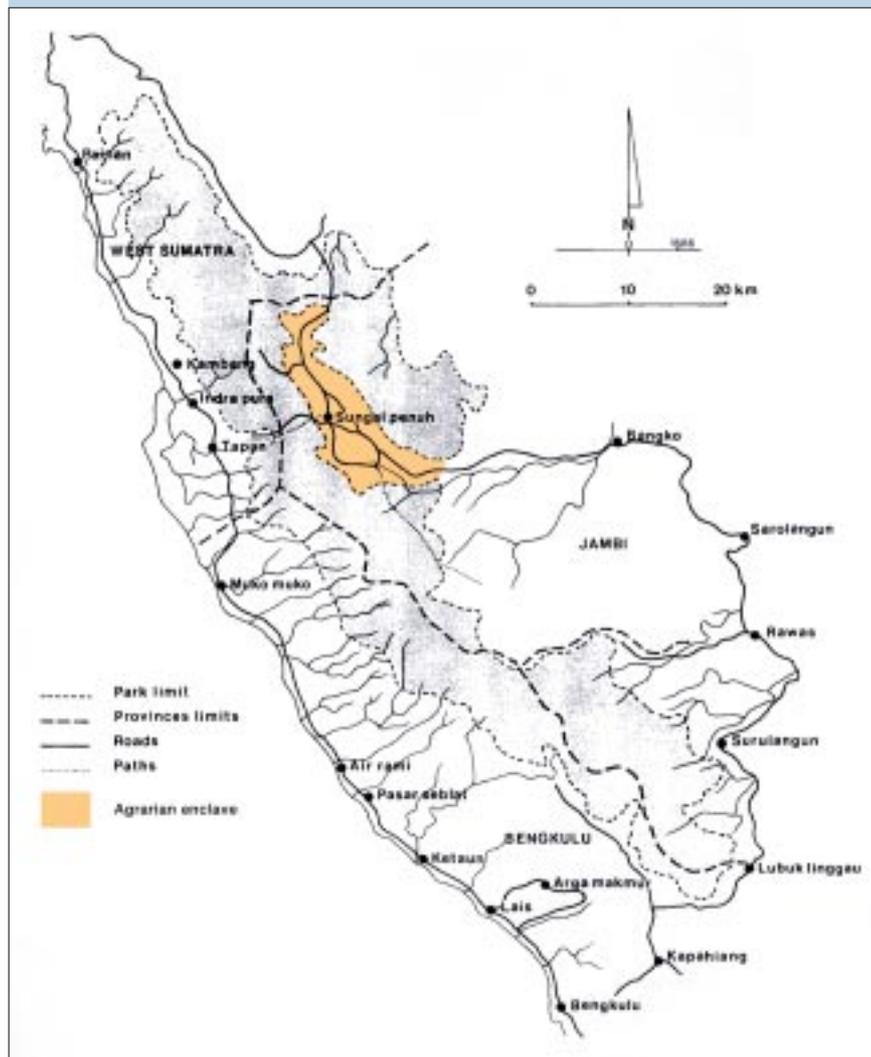
Notre étude se situe dans le contexte de la mise en place du parc national Kerinci Seblat, à Sumatra Central en Indonésie. Elle prend en compte les conditions historiques de la création de ce parc, de la première mise en défens par les Hollandais (1929) jusqu'au début de la mise en place du projet de développement et de conservation intégrée de la Banque mondiale en 1992. Nous analyserons le contexte social et politique local, qui constitue le système coutumier de régulation de la vie au Kerinci. Les représentations locales de la nature et, en particulier, les références à l'espace sont explicitées. Nous mettrons en évidence le rapport entre ces systèmes de représentations et les rapports de pouvoir internes à la société kerinci. Enfin, nous montrerons comment ces mêmes rapports de pouvoir engendrent des systèmes de contre-pouvoirs locaux face à l'autorité représentée par le parc national.

Le parc national Kerinci Seblat

La société kerinci

Quand on pénètre dans la haute vallée du Kerinci, reclus à l'intérieur de la chaîne volcanique des Barisan qui s'étire tout le long de l'axe nord-ouest-sud-est de Sumatra (cartes 1 et 2), on aperçoit un grand panneau sur lequel est écrit ceci : *Sakti Alam Kerinci* ou la « Nature sacrée du Kerinci ». La vallée du Kerinci est reliée par la route (8 à 12 heures) à la capitale de la province de Sumatra Ouest (Padang) et à la capitale de la province de Jambi à l'est. Si la nature y est sacrée, c'est de façon unanime, pour les habitants de cette vallée, parce que les ancêtres du peuple kerinci sont des êtres sacrés (*Orang Sakti*). Nous sommes ici dans une vallée agraire occupée par environ 300 000 habitants, entourée d'un des plus grands parcs nationaux d'Indonésie, le parc national Kerinci Seblat (14 847 km²) (carte 2). Cette vallée est connue pour avoir été peuplée par différentes vagues de migration provenant de la province de Sumatra Ouest (pays minangkabau) et de la province de Jambi à l'est.

Le système social kerinci est à la confluence de deux systèmes très distincts, le système matrilineaire des Minangkabau et le système social cognatique indifférencié de Jambi (WATSON, 1984, 1991) (encadré 2). Les chefs coutumiers (*nenek mamak*), issus du système lignager matrilineaire, côtoient dans l'assemblée coutumière des personnalités influentes, autrefois nommées par la cour de Jambi (selon un système indifférencié, les *depati*), mais aussi certains guérisseurs (*dukun*), qui sont également des personnalités importantes dans les systèmes sociaux indifférenciés. Les relations de pouvoir ainsi que les modes de représentation de la société kerinci sont fortement liés au syncrétisme de ces deux systèmes de parenté. Les *depati*, très puissants, ont encore de



Carte 2.

Le parc national de Kerinci Seblat et l'enclave agraire située à l'intérieur du parc (chef-lieu de district, Sungai Penuh).

The Kerinci Seblat National Park and the agrarian enclave within its boundaries (Sungai Penuh is the chief town in the district).

fortes relations avec l'administration indonésienne, étant par exemple très souvent les chefs administratifs des villages (*kepala desa*). Cela leur confère un statut privilégié qui est lié au pouvoir administratif central. Les *dukun*, outre leur grande connaissance des plantes et autres matériaux à usage médicinal, communiquent selon des pratiques de type chamanique, lors de transes ou à l'aide de substances psychotropes, avec les ancêtres défunts ou mythiques. Ces « communications » avec l'au-delà ou avec des êtres réels

et néanmoins mythiques, tels que les tigres, peuvent fortement influencer les prises de décision à la fois à l'échelle familiale et à l'échelle du village (AUMEERUDDY, 1993). Les assemblées coutumières légifèrent grâce aux lois coutumières (*Hukum Adat*), qui sont en partie écrites et en partie orales et informelles. Ces lois concernent les codes de mariage, les modes d'accès à la terre, le degré d'aliénation des biens, la gestion de l'eau des rizières mais également des rivières et des sources situées en amont.

Une représentation de l'espace et des faits historiques opposant l'amont et l'aval

Le peuple kerinci (*Orang Kerinci*) s'identifie comme un peuple de montagne ou gens des sources (*Orang hulu*), par opposition aux gens de la côte (Sumatra Ouest) qui vivent en aval (*Orang hilir*) ou gens de la mer (*Orang laut*), sur lesquels les habitants du Kerinci portent un regard condescendant (AUMEERUDDY, 1993). Cette représentation qui oppose amont (*hulu*) et aval (*hilir*) se retrouve à l'intérieur de la vallée suivant l'axe principal de celle-ci (nord-sud). La partie nord, plutôt colonisée par les Minangkabau, est séparée de la partie sud par le lac. La vallée de la rivière (*batang*) Merangin, rivière la plus importante s'écoulant vers le sud-est (carte 3), et les régions situées au sud et sud-ouest du lac Kerinci auraient subi une plus forte influence de Jambi et Sumatra Sud (WATSON, 1984). Le lac (photo 1) a ainsi servi à définir deux grandes zones politico-administratives. La partie nord de la vallée jusqu'au lac Kerinci constitue la région du Kerinci *Hulu* et la région située au sud du lac est le Kerinci *Hilir*, région de l'aval comprenant la vallée de la rivière Merangin.

Historiquement, les habitants de Sungai Penuh, chef-lieu de district situé au nord du lac, sont reconnus pour avoir favorisé l'annexion de la vallée par les Hollandais. Les régions sud s'y sont, par contre, fortement opposées lors de guerres sanglantes et ont comme héros principal un *depati* (WATSON, 1984). Les habitants du sud considèrent ce lien historique des habitants du nord avec les Hollandais avec mépris. L'ensemble des faits historiques et les représentations de l'espace opposent l'amont et l'aval au Kerinci. Cette différenciation entre *hilir* et *hulu* correspond, comme nous le verrons plus loin, également à des pratiques d'exploitation du milieu distinctes et à des rapports différents avec des systèmes de pouvoir extérieurs.



Photo 3.

Terres de collines érodées de la région médiane de la vallée.

Eroded hill soils in the central part of the valley.

Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.

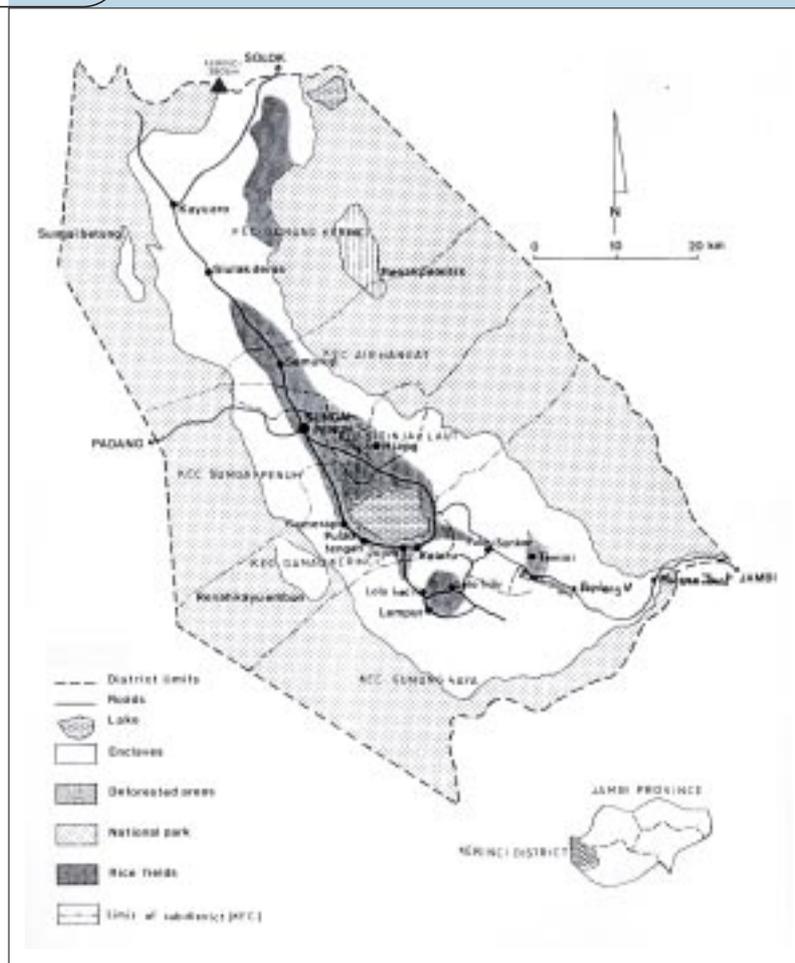
Encadré 2.

Systèmes cognatiques et matrilineaires au Kerinci (extrait de AUMEERUDDY, 1993).

WATSON (1991) montre que les liens de parenté, notamment dans la partie sud de la vallée, sont de type cognatique (indifférencié) et non matrilineaire, et en cela traduisent une influence de Jambi. L'organisation sociale au Kerinci est une conjonction de systèmes ayant retenu des caractéristiques de l'organisation matrilineaire minangkabau et des aspects des systèmes indifférenciés de Jambi et Sumatra Sud (WATSON, 1991). Les systèmes cognatiques, contrairement aux systèmes unilineaires tels que le système matrilineaire, interviennent dans l'appropriation des ressources et le système de production à travers les systèmes d'héritage indifférenciés qui donnent la même part d'héritage aux deux sexes. Les systèmes cognatiques affectent également la définition du territoire. En effet, alors que dans les systèmes matrilineaires chaque groupe lignager possède un territoire bien défini, dans les sociétés cognatiques, la démarcation du territoire est moins nette. Les sociétés cognatiques sont également caractérisées par certaines particularités du contrôle social. Dans les sociétés lignagères, le contrôle social se fait par le chef de lignage ; dans les sociétés cognatiques, des personnalités du village telles que les *dukun* (chamane ou guérisseur) peuvent jouer un rôle important dans le règlement de certains conflits. FÉDENSIEU (1992) constate une grande hétérogénéité dans l'organisation sociale au sein des villages de Jujun et de Lempur, au sud de la vallée. Dans les deux villages étudiés, la communauté villageoise est organisée en *suku*, lesquels représentent un groupe de familles se reconnaissant des liens de parenté, indifféremment selon la lignée féminine ou masculine. Comme le fait remarquer A. Fédensieu, ces groupes ne forment pas des lignages ou des clans comme dans le système matrilineaire et ils revêtent une signification différente d'un village à l'autre. L'ensemble de la communauté villageoise est dirigé par les chefs de *suku*, *depati* et *nenek mamak*, qui délibèrent sur les affaires du village en présence des *dukun* assermentés du village. Les titres de *depati* sont transmis à Jujun par les femmes (système matrilineaire) et à Lempur de façon indifférenciée par les hommes ou les femmes.

La relation aux ancêtres sacrés

Les habitants du Kerinci entretiennent des relations avec leurs ancêtres défunts et fondateurs, qui vivent selon eux, symboliquement, toujours en amont, à savoir sur les nombreux sommets situés autour de la vallée (et non pas dans la partie nord de la vallée). Ce sont des êtres sacrés (*Orang Sakti*) avec lesquels ils continuent de communiquer dans le cadre de danses rituelles, lors des cérémonies de moisson ou à divers moments de la vie quotidienne, par la médiation des guérisseurs (*dukun*). Le pouvoir de guérison des *dukun* est étroitement associé au fait qu'ils sont en contact avec la nature sauvage où résident ces ancêtres sacrés, mythiques, et l'ensemble des esprits qui interagissent toujours avec la société. La nature sauvage s'oppose, au Kerinci, au monde domestique représenté par les jardins, les rizières et les villages. Les produits de la nature sauvage sont à la fois considérés comme peu raffinés (car provenant de la forêt, domaine non domestiqué) mais ils ont le pouvoir de guérir car ils appartiennent aux *Orang Sakti*. Selon FÉDENISIEU (1992), les *Orang Sakti* sont des êtres parfois surnaturels, parfois humains, géants, héros civilisateurs, mi-hommes, mi-divinités, qui sont à l'origine de la civilisation du Kerinci. Selon la perception locale, les ancêtres fondateurs de la société kerinci et certains êtres extraordinaires habitent aux alentours des sources ou sur le sommet des montagnes, dans la forêt dense (*hutan lebat*). L'acte de civilisation dans les mythes fondateurs de la vallée a consisté à descendre des montagnes pour venir fonder des villages. Cependant, sources et montagnes restent toujours associées au pouvoir, pouvoir de guérison (les plantes médicinales des montagnes et des forêts denses ont plus de pouvoir que celles des jardins), pouvoir surnaturel et pouvoir de contrôle de l'eau. Le mythe fondateur de la vallée est le mariage entre une femme d'origine divine,



Carte 3.

La vallée du Kerinci et la partie du parc située dans le département de Kerinci, district de Jambi.

The Kerinci valley and the park area lying within the Kerinci department in Jambi district.

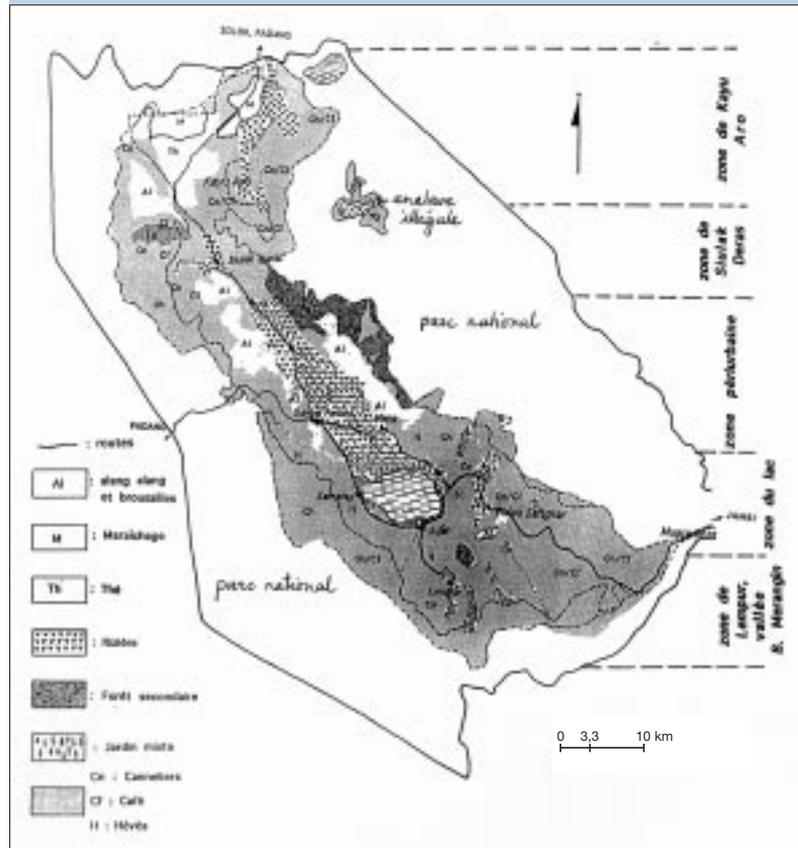
vivant près des sources, et un homme, celui qui le premier serait arrivé au Kerinci. Il s'établit, de ce fait, un lien entre le contrôle des sources et de l'eau et le monde domestique, rizières et jardins où l'eau a une importance capitale (AUMEERUDDY, 1993, 1994). Les sources, bien que sous le contrôle des êtres sacrés, sont appropriées symboliquement par le biais de mariages entre ces êtres divins et les premiers habitants de la région (AUMEERUDDY, 1994). Dans les faits, les habitants du Kerinci, bien qu'on ne puisse pas parler de gestion conservatoire consciente, ont un système d'interdits qui consiste à protéger les sources ainsi que le sommet des montagnes. Les sources sont centrales pour la survie des populations, d'une part pour éviter les risques d'inonda-

tion – l'histoire orale de cette vallée fait souvent référence à la période où l'eau aurait envahi une partie de la vallée – et d'autre part pour la riziculture inondée. Descendants directs de ce mariage entre culture et nature, entre domestique et sauvage, les habitants du Kerinci ne comprennent et n'acceptent pas que le parc national vienne leur interdire l'accès à la forêt et aux montagnes. On pourrait expliquer leur refus du parc par le simple fait de l'interdit d'accès aux terres qui leur font désormais défaut. Cette réponse fonctionnaliste n'explique cependant pas pourquoi ce sont justement les parties de la vallée qui ont accès à un très vaste territoire de terres hautes, les régions situées au sud du lac, qui s'avèrent être les plus opposées au parc.

Les dynamiques agraires et les rapports de pouvoir

La différenciation entre le nord et le sud de la vallée est accentuée par une caractéristique physique : l'accès à des surfaces importantes de terres inondables, et par conséquent à la riziculture inondée dans la partie médiane de la vallée située au nord du lac (photo 2), et une moins grande disponibilité de terres inondables dans la partie située de part et d'autre du lac et au sud (carte 4). Les pratiques agricoles des zones situées au sud du lac sont, de ce fait, orientées vers la riziculture pluviale qui nécessite des surfaces plus étendues. Les terres de colline (terres hautes) de la partie centrale de la vallée (au nord du lac) se sont fortement érodées au cours du temps par le fait d'une mauvaise gestion des pratiques agricoles (photo 3), alors que toutes les terres hautes de part et d'autre du lac et dans la partie sud sont couvertes d'une végétation arborée dense. Cette végétation est constituée soit par des jardins agroforestiers pérennes, comprenant de nombreuses espèces d'arbres et d'herbacées, soit par des cultures de caféiers et de canneliers en rotation plus ou moins longue s'intercalant avec des phases de cultures vivrières et de riz pluvial (AUMEERUDDY, 1993).

Les villages situés sur la bordure du lac, tels que Jujun, où nous avons conduit une étude détaillée de la dynamique du paysage agricole, ont un territoire très limité de terres de colline du fait de la contiguïté des territoires voisins. Le paysage agricole y est essentiellement constitué de riziculture inondée dans les plaines adjacentes au lac et d'agroforêts pérennes (*pelak*) sur les pentes, suivies d'une petite ceinture de *ladang* (photos 4 et 5). Cette ceinture est constituée d'une zone d'agriculture sur brûlis où les périodes de jachère forestière sont maintenant remplacées par des plantations de caféiers et de canneliers. Les rotations sont plus ou moins longues selon les besoins financiers du propriétaire ; ce dernier



Carte 4.
Carte d'occupation des terres du département de Kerinci.
Land use map for the Kerinci department.

Photo 4.
Zone des *ladang* du village de Jujun.
The ladang zone around Jujun village.
Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.



Photo 5.
Rizières inondées et jardins agroforestiers du village de Jujun situé au bord du lac.
Flooded paddy fields and agroforest gardens around the village of Jujun on the lakeside.
Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.





Photo 6.

Écorces de cannelliers provenant des jardins agroforestiers et des *ladang*, à Jujun.

Cinnamon bark from the agroforest orchards and ladang, Jujun.

Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.

rabat les caféiers et les cannelliers (dont les écorces sont vendues) pour recommencer une phase de deux années de cultures vivrières et de riz (figure 1, photo 6). Le village de Lempur, situé plus au sud, n'a en revanche pas de limite à l'extension de son territoire agraire car aucun autre territoire villageois n'est situé directement au sud. La notion de territoire à Lempur est, par ailleurs, assez floue (encadré 2). Les habitants de Lempur ont des liens sociaux et de parenté avec une enclave agraire située beaucoup plus au sud dans le district voisin, connue sous le nom de Serampas (à trois journées de marche vers le sud) et avec laquelle les habi-

tants de Lempur considèrent avoir un territoire commun. Entre Serampas et Lempur, un très grand pan de parc national est considéré par ces deux villages comme faisant partie de leur territoire coutumier commun. Par ailleurs, les habitants de Lempur, retraçant leurs origines non seulement à Serampas mais aussi à Pulau Sangkar, grand village situé sur la rivière Merangin, ont eu depuis les années 1930 (début de la mise en défens de la forêt par les Hollandais) et depuis la mise en place du parc une approche très expansionniste d'ouverture de nouveaux *ladang*, à la fois en direction de la rivière Merangin et en direction de Serampas. Tout en s'enrichissant grâce aux opportunités économiques qu'offrait la culture de la cannelle, cet acte consistait également à marquer le territoire. En effet, défricher la forêt et y planter des arbres productifs est, selon le système coutumier local, le moyen de s'approprier de nouvelles terres. Une demande doit cependant être faite à l'assemblée coutumière. Les habitants de Lempur ont ainsi établi une relation d'opposition avec les pou-

voirs administratifs du parc. L'enrichissement se fait par l'accumulation des cannelliers sur pied, qui sont coupés quand le cours de la cannelle est intéressant (photo 7). La richesse économique et le pouvoir financier permettent aux gens de Lempur de négocier avec les pouvoirs administratifs supérieurs. Nous n'avons cependant pas pu aborder cette question lors de nos enquêtes. Pendant notre séjour de deux ans au Kerinci, nous nous sommes aperçus que les gardes du parc préféraient ne pas s'aventurer sur les terres des habitants de Lempur, prétextant qu'ils ne paieraient de toute façon pas leurs amendes !

Il est notable que les habitants de Lempur se considèrent comme des montagnards par opposition aux gens de Jujun, qui sont à leurs yeux des gens du bas de la vallée. Jujun n'est en réalité qu'à une centaine de mètres en contrebas de Lempur ! La terminologie de Kerinci *Hulu* est attribuée, dans le cas de Lempur, non pas aux habitants de Sungai Penuh ou des parties nord de la vallée (car ce serait leur donner trop d'importance), mais à la région de

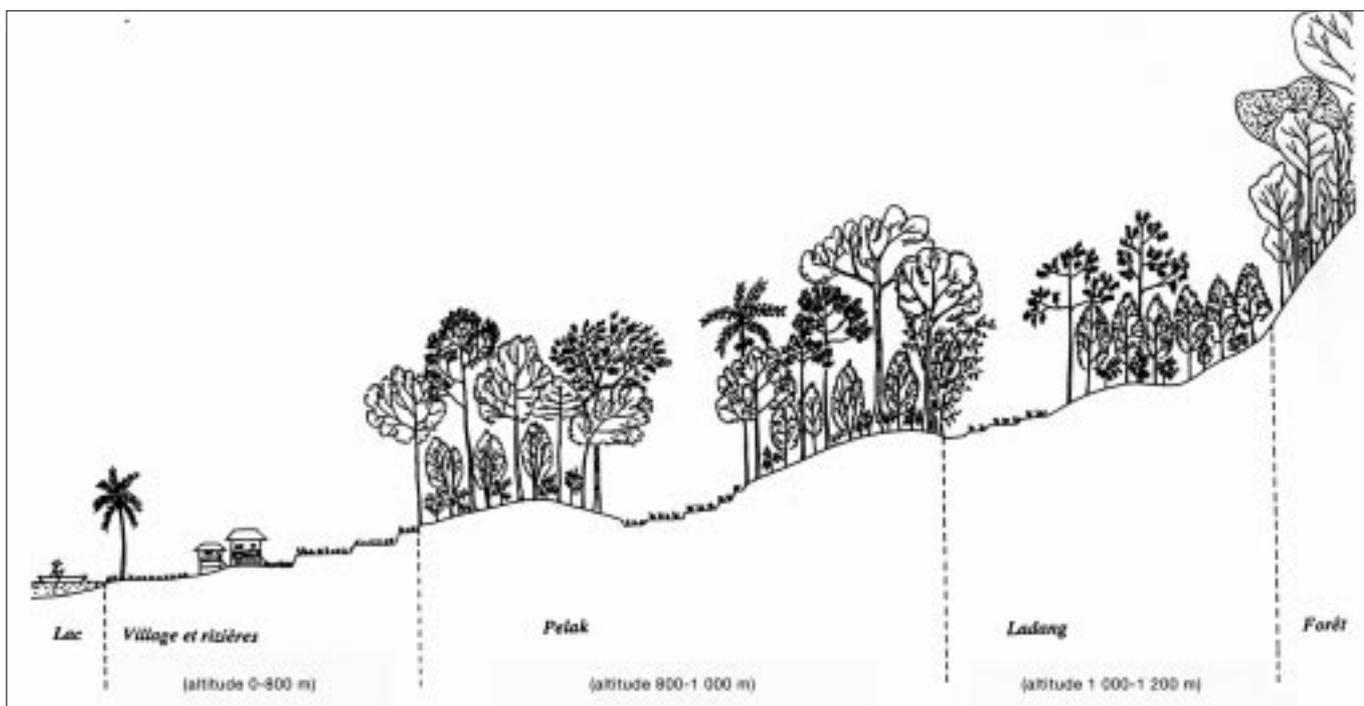
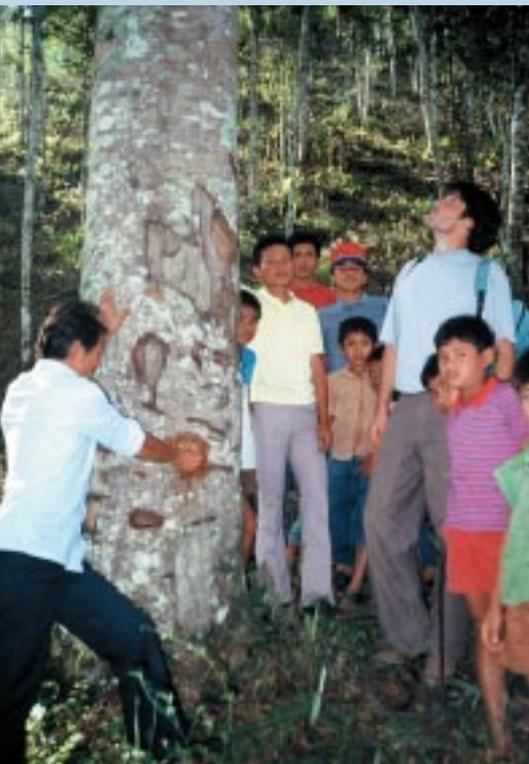


Figure 1.

Occupation des terres dans le village de Jujun : jusqu'à 800 m d'altitude, des rizières ; au-dessus jusqu'à 1 000 m, des jardins agroforestiers pérennes, les *pelak* ; au-dessus jusqu'à 1 200 m, des cultures sur brûlis et des plantations de caféiers et cannelliers, les *ladang*.

Land use in Jujun village. Pelak are perennial agroforest gardens; ladang are slash-and-burn cropfields with coffee and cinnamon plantations.

**Photo 7.**

Le cannellier, ici un arbre qui a 20 ans, constitue une banque sur pied.

Cinnamon trees, like this 20 year-old specimen, are living "banks".

Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.

Serampas située au-delà des montagnes du sud et, du fait de leur filiation à Serampas, à eux-mêmes gens de Lempur. On parle alors de Serampas *Tinggi* (Serampas du haut) pour Serampas et de Serampas *Rendah* (Serampas du bas) pour le village de Lempur. Les habitants des sources, au Kerinci, ont toujours plus de pouvoir (pouvoir occulte car plus proche des ancêtres) et nous nous trouvons bien ici dans une relation de pouvoir car le pouvoir occulte joue un rôle considérable au Kerinci mais aussi ailleurs en Indonésie, comme le montrent, par exemple, les travaux de L. Berthe chez les Badui de Java (BERTHE, 1965). C'est ce même sentiment de pouvoir qui s'exprime quand les habitants de Lempur se vantent d'avoir combattu les Hollandais afin de préserver leur territoire, mettant en exergue dans leurs discours que les ancêtres sacrés étaient invincibles. Aujourd'hui, le pouvoir des habitants de Lempur est fondé sur une double stratégie d'enrichissement économique et de marquage du

territoire, qui introduit de nouveaux rapports de force au sein même de la vallée et entre ses habitants et les administrations « extérieures » (parc, administration centrale).

Le front pionnier de cannelliers, au sud et à l'est de Lempur, permet aux habitants de maintenir leur culture de *ladang* (culture sur brûlis). FÉDENSIEU (1992) montre qu'un des éléments de la rhétorique des habitants de Lempur est de mettre en avant la supériorité des produits de *ladang*, riz et légumes, par opposition aux habitants du nord qui font du riz irrigué. Il convient de noter que ces habitants ont également des parcelles de riz inondé mais qu'ils n'en font pas cas. Par ailleurs, les habitants de Lempur rejettent les variétés de riz inondé améliorées introduites par les services agricoles. La plantation de cannelliers sert aux habitants du sud (Batang Merangin, Lempur, Serampas) à marquer un espace, affirmer leur identité et leur supériorité sociale et économique. Le signe de leur richesse s'exprime de façon ostentatoire dans les façades des maisons et le type de mobilier, qui ne sert d'ailleurs qu'à accueillir des « étrangers », alors que la partie ancienne de la maison, située derrière, est toujours valorisée pour les proches (photo 8). Par ailleurs, ces grandes plantations de cannelliers en quasi-monoculture (photo 9) sont entretenues par les plus riches, ceux qui ont le plus de moyens financiers pour payer des journaliers. Ils les emploient pour défricher, puis pour les coupes à blanc, le débardage des écorces, etc. (photos 10 et 11). Ainsi avance ce front pionnier de cannelliers qui creuse un écart de plus en plus grand entre les plus pauvres et les riches d'un même village et entre les habitants plus pauvres de la partie centrale de la vallée et les riches habitants de Lempur pour qui ils travaillent comme journaliers. Les habitants de la partie centrale de la vallée ont en effet moins de terres hautes. La grande plaine rizicole n'est pas d'un apport financier intéressant, car elle est divisée en un trop grand nombre de petites parcelles qui reviennent aux

**Photo 8.**

Les signes ostentatoires de richesse chez un paysan de Lempur.

An ostentatious display of a Lempur farmer's wealth.

Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.

**Photo 9.**

Plantations extensives de cannelliers, à Lempur.

Extensive cinnamon plantations, Lempur.

Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.

**Photo 10.**

Coupe d'une parcelle de canneliers et écorçage sur place.
Cinnamon trees are cut and debarked on the spot.

Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.

Photo 11.

Débardage des écorces de canneliers par des travailleurs journaliers.
Day labourers hauling cinnamon bark.

Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.



nombreuses familles du chef-lieu de district. Dans les zones de front pionnier, la méfiance règne car la cannelle constitue un capital sur pied important. De nombreux produits non commerciaux (bambous, plantes médicinales, bois de chauffe, etc.) sont des produits annexes de subsistance de ces jardins, mais ils ne sont plus partagés avec les villageois les plus pauvres comme il est de coutume au Kerinci (photos 12 et 13). Ces pratiques existent toujours dans les zones agroforestières des abords du lac, où les espèces agroforestières non commerciales constituent des produits très socialisés, faisant l'objet de nombreux échanges et de règles de bienséance qui contribuent à maintenir une grande cohésion sociale.

Le parc national Kerinci Seblat

La forêt autour de la vallée fut mise en réserve par les Hollandais dès 1929. En 1982, la Fao identifie cette région comme primordiale pour la conservation, pour les raisons suivantes :

- la grande diversité des habitats, liée à la grande diversité altitudinale (le mont Kerinci est un des plus hauts sommets de l'archipel indonésien, atteignant 3 805 m ; photo 14) ;
- la taille de la réserve, formant une importante zone refuge pour beaucoup d'animaux menacés, dont le tigre et le rhinocéros de Sumatra ;
- son importance pour la protection du réseau hydrographique des plus grands fleuves du sud de Sumatra.

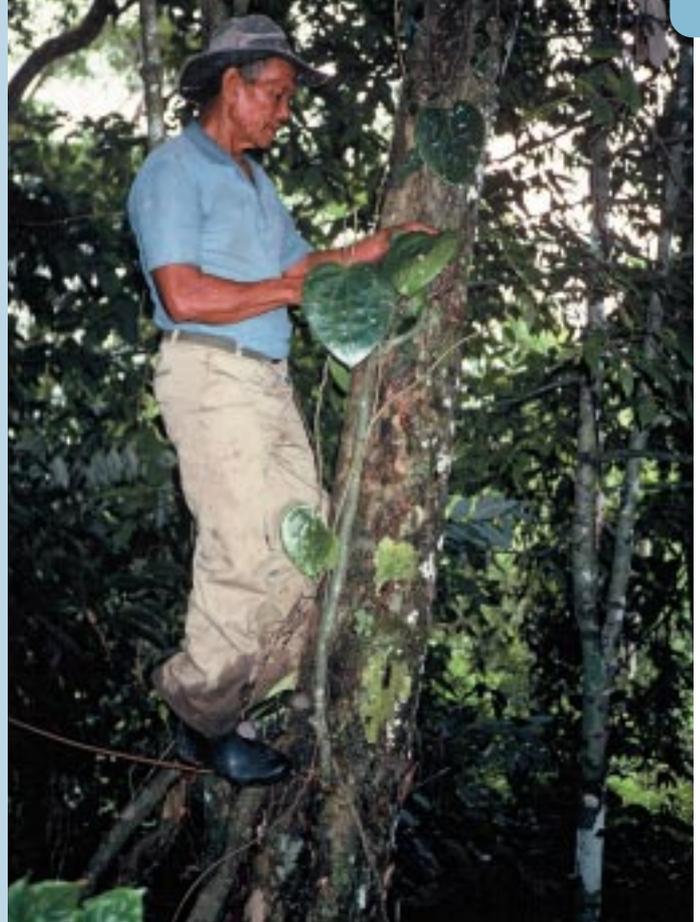
Pendant la période postcoloniale, toutes les forêts du Kerinci sont mises en défens par le gouvernement indonésien sur la base des règles coloniales de conservation. Cette région (sauf la grande vallée intérieure agraire) acquiert un statut de parc national en 1982, selon le décret n° 736/Mentan/X/1982, bien que ce statut n'existait pas encore légalement en Indonésie. C'est seulement

**Photo 12.**

Les bambous, produits de subsistance aux usages multiples.
Bamboo, a multi-use subsistence crop.
Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.

Photo 13.

Le *dukun* du village de Keluru, adjacent au village de Jujun, en train de récolter une plante médicinale. Ce type de produit est accessible à tous les habitants du village.
The dukun of Keluru village, which is adjacent to Jujun, harvesting medicinal plants. Products of this kind are available to all the village's inhabitants.
Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.



en 1991 que les nouveaux actes indonésiens concernant la conservation sont signés (Undang, undang n° 5 GOI, 1991). Le renforcement de ces statuts par les nouvelles lois indonésiennes pour la conservation a eu pour effet le développement de programmes de conservation et de développement intégrés, dont celui du Wwf-Indonésie qui démarre en 1990 et celui de la Banque mondiale dans le cadre du Global Environment Facility, qui est encore à l'état de prémices en 1992 (WORLD BANK, 1992). Ces deux programmes prévoient un certain nombre d'activités avec les populations locales. Celui du Wwf a pour objectif, entre autres, « d'étudier l'approche appropriée pour le reboisement et la replantation des terres abandonnées ». De ce qu'il nous a été donné d'observer en 1990, ce projet a été confronté à d'énormes conflits fonciers sur des terres qui, en réalité, n'étaient pas abandonnées mais toujours apprivoisées.

En 1992, 15 000 familles avaient été enregistrées comme étant en situation dite illégale dans le parc et il était prévu qu'elles soient délocalisées dans le cadre de projets de transmigration. Elles se trouvaient, pour la plupart, dans des enclaves agraires annexes relativement anciennes, situées en dehors de la vallée principale (AUMEERUDDY, 1993).

Le parc national établit un cadre rigide de restrictions d'accès à l'espace et aux ressources qui ne prend en compte aucune donnée historique, sociale ou culturelle locale. De plus, selon les gestionnaires du parc, l'agriculture (qui pourtant a fait la richesse de cette région) est considérée comme non productive et devant être améliorée. Enfin, les habitants du Kerinci sont perçus comme des braconniers qui enfreignent la loi pour chasser ou prélever des produits forestiers et qui, de ce fait, mettraient en danger la conservation de la biodiversité (photo 15). L'expansion des terres agricoles est vue comme une menace, sinon la principale menace pour le parc.

Conclusion

L'histoire des rapports de pouvoir entre le Kerinci et le monde extérieur, mais également les représentations de leur espace et de leur rapport au sacré (ancêtres fondateurs et défunts), entraîne une résistance farouche, notamment dans les régions sud du parc (Batang Merangin, Lempur, Serampas), face au pouvoir administratif de ce dernier. Au sud, en effet, les habitants inlassablement coupent la forêt pour planter des canneliers, indépendamment du cours même de la cannelle (AUMEERUDDY, 1993). Les habitants du sud, dont la supériorité est fondée sur leur mode particulier de représentation de l'espace et le rapport entre les ancêtres sacrés et les sources, expriment leur pouvoir et leur identité en s'opposant au parc. Dans les autres parties de la vallée, tels le village de Jujun ou le chef-lieu de district, ce sentiment d'opposition au parc est moins fort ou plus intériorisé.

Cette étude de cas montre que les représentations de l'espace, des sources et des ancêtres sacrés constituent des facteurs importants au Kerinci. Ils permettent d'expliquer pourquoi certains groupes de cette société s'opposent de façon farouche à un élément extérieur perçu comme une invasion. Les rapports de pouvoir souvent anciens se compliquent d'autant que les plus puissants – ceux-là mêmes qui auraient le plus résisté aux Hollandais – ont aujourd'hui le plus de pouvoir économique, donc le plus de pouvoir pour résister aux injonctions de quitter les terres occupées illégalement. Différentes échelles de rapports sociaux s'organisent selon la représentation qui divise l'amont et l'aval, tout d'abord entre le Kerinci et la côte, puis entre l'amont et l'aval au sein même du Kerinci. Cela intervient dans les rapports de pouvoir, qui se sont établis en premier lieu entre la vallée et les Hollandais, puis entre la région de Lempur qui a résisté aux Hollandais et le chef-lieu de district (Sungai Penuh) qui est perçu comme ayant collaboré. Le parc national vient se greffer sur cette situation complexe, représentant par ailleurs le pouvoir central de Java. Les administrateurs du parc et les instances administratives supérieures ne prennent pas en compte cette complexité.

La mise en place d'une aire protégée introduit *de facto* un rapport de pouvoir entre une nouvelle administration et les sociétés locales. Devant ce brusque changement de situation, nous considérons que de nouveaux jeux de pouvoir se mettent toujours en place. Ces jeux de pouvoir font aussi appel aux représentations spécifiques que les sociétés ont d'elles-mêmes et qui déterminent également les relations qu'elles établissent avec d'autres sociétés ou le monde extérieur. Il importe de bien les saisir afin de comprendre les véritables enjeux.



Photo 14.

Le mont Kerinci (3 805 m), volcan actif, est l'un des plus hauts sommets de l'archipel indonésien.

Mount Kerinci (3 805 m), an active volcano, is one of the highest peaks in the Indonesian archipelago.

Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.

Photo 15.

La récolte de rotins dans le parc est une activité illégale, passible d'amende.

Harvesting rattan in the park is illegal and anyone caught doing so may be fined.

Photo Y. Aumeeruddy-Thomas.



Références bibliographiques

- AUMEERUDDY Y., 1993. Agroforêts et aires de forêts protégées. Représentations et pratiques agroforestières paysannes en périphérie du Parc National Kerinci Seblat, Sumatra, Indonésie. Thèse, univ. Montpellier II, France, 438 p.
- AUMEERUDDY Y., 1994. Représentations et gestions paysannes des agroforêts en périphérie du Parc National Kerinci Seblat à Sumatra, Indonésie. Paris, France, Unesco, People and Plants Working Paper Series, n° 3, 46 p.
- AUMEERUDDY Y., SAIGAL S., KAPOOR N., CUNNINGHAM A. B., 1999. Joint management in the making. Reflections and experiences. Paris, France, Unesco, People and Plants Working Paper Series, n° 7, 58 p.
- AUMEERUDDY Y., BAKELS J., 1994. Management of a sacred forest in the Kerinci valley, Central Sumatra : an example of conservation of biological diversity and its cultural basis. *Jatba*, 36 (2) : 39-65.
- BALÉE W., 2000. Qui a planté les décors de l'Amazonie ? *La Recherche*, 333 : 18-23.
- BERTHE L., 1965. Aînés et cadets : l'alliance et la hiérarchie chez les Baduy. *L'Homme*, 5 (3-4) : 189-223.
- COLCHESTER M., 1994. Salvaging Nature. Indigenous Peoples, Protected Areas and Biodiversity Management. Wwf, Unsrud, World Rain Forest Movement, Discussion Paper n° 55, 76 p.
- FAIRHEAD J., LEACH M., 1996. Enriching the landscape : social history and the management of transition ecology in the forest-savanna mosaic of the Republic of Guinea. *In* : Guyer J. I., Richards P. (éd.). *The social shaping of biodiversity. Africa*, 66 (1) : 14-35.
- FÉDENSIEU A., 1992. Occupation, perception et représentations de l'espace au Kerinci. *In* : Aumeeruddy Y., Fédensieu A., Savouré P. (éd.). *L'agroforesterie traditionnelle dans la vallée du Kerinci : un support à la gestion des zones tampons pour le Parc National Kerinci Seblat, Sumatra, Indonésie*. Univ. Montpellier II, Laboratoire de botanique, France, p. 49.
- HAMILTON A., 2001. *Human Nature and the Natural World*. Londres, Royaume-Uni, New Millenium, 427 p.
- HAY-EDIE T., HADLEY M., 1998. Natural sacred sites. A comparative approach to their cultural and biological significance. *In* : Ramakrishnan P. S., Saxena K. G., Chandrashekar (éd.). *Conserving the sacred for biodiversity management*. New Hampshire, États-Unis, Science Publishers, p. 47-67.
- HOLMES D. A., 2002. Indonesia, where have all the forests gone. *Environment and social development East Asia and Pacific region*. Washington, États-Unis, World Bank, Discussion Paper n° 24462, 38 p.
- LATOUR B., 1997. Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique. Paris, France, La Découverte Poche/Sciences humaines et sociales, 206 p.
- MARTIN J.-Y., 2002. Introduction, le temps et l'espace des sociétés. *In* : Développement durable ? Doctrines, pratiques, évaluations. Textes réunis et présentés par J.-Y. Martin. Paris, France, Ird Éditions, 14, p. 22.
- NASH R., 1982. *Wilderness and the american mind*. Binghamton, New York, États-Unis, Yale University, Vail-Ballou Press, 425 p. (1^{re} édition 1967).
- MC NEELY J. A., MILLER K. R., 1982. National parks, conservation and development. *Proceedings of the World Congress on National Parks, Bali, Indonesia, 11-22 octobre 1982*. Smithsonian Institution Press.
- ORLOVE B. S., BRUSH S. B., 1996. Anthropology and the conservation of biodiversity. *Annual Review of Anthropology*, 25 : 329-352.
- PALSSON G., 2002. Human-Environmental relations : orientalism, paternalism and communalism. *In* : Descola P., Palsson G. (éd.). *Nature and society, anthropological perspectives*. Londres, Royaume-Uni, Routledge, p. 63-81 (1^{re} édition 1996).
- POFFENBERGER M., 1990. *Joint Forest Management in of Forest Lands : Experiences from South Asia*. New Delhi, Inde, Ford Foundation, 48 p.
- POSEY D. A., 1998. Diachronic ecotones and anthropogenic landscapes in Amazonia : contesting the consciousness of conservation. *In* : Balée W. (éd.). *Advances in Historical Ecology*. New York, États-Unis, Columbia University Press, p. 104-118.
- SAYER J., 1991. *Rainforest Buffer zone. Guidelines for protected area managers*. Newbury, Berkshire, Royaume-Uni, Uicn, The Nature Conservation Bureau, 94 p.
- UICN, 1992. *World parks congress in Caracas. The Caracas Declaration*. Uicn Forest Conservation Programme, Newsletter, 13 : 4-5.
- WATSON C. W., 1984. *Kerinci. Two historical studies*. Canterbury, Royaume-Uni, University of Kent, Centre of South East Asian Studies, Occasional paper n° 3, 74 p.
- WATSON C. W., 1991. Cognatic or matrilineal : Kerinci social organisations in Escher perspective. *In* : Hüskén F., Kemp J. (éd.). *Cognition and social organisation in South East Asia*. Leiden, Pays-Bas, Kitlv Press, p. 55-70.
- WELLS M., BRANDON K., HANNAH L., 1992. *People and Parks. Linking protected area management with local communities*. Washington, États-Unis, International Bank for Reconstruction and Development/World Bank, 99 p.
- WORLD BANK, 1992. *Project selection criteria sheet. Indonesia. Biodiversity Conservation. GEF FY92 Investment projects, Third Tranche*. Washington, États-Unis, World Bank, Environment Department, p. 28-37.
- ZUBE E. H., 1986. Local and extra-local perceptions of national parks and protected areas. *Landscape and Urban Planning*, 13 : 11-17.

Synopsis

POWER CONFLICTS AND REPRESENTATIONS AT THE INTERFACE BETWEEN SOCIETIES AND PROTECTED AREAS: THE KERINCI SEBLAT NATIONAL PARK IN INDONESIA

Yildiz AUMEERUDDY-THOMAS

Foundations and development of conservation approaches

In Europe especially, the nature-culture dichotomy reinforces the sense that resource exploitation cannot affect human destiny – a sense which has resulted in unbridled resource exploitation and industrialisation. The need to repair the damage wrought by humanity that emerged with the environmentalist movement in the 1970s led to an increase in the number of protected areas in the industrialised countries and also in the countries of the South that still had abundant resources. This caused numerous conflicts to erupt, so that conservation policies were subsequently adjusted to take better account of the economic needs of populations that depend on protected areas. Although the central issue of power structures and representations is rarely addressed, if at all, they are often largely responsible for the many failures that have occurred in protected area management.

Spatial representations and ancestors in Kerinci society

The Kerinci valley is an agrarian region of about 300 000 inhabitants, which is surrounded by the Kerinci Seblat National Park (14 847 m²). The fact that inhabitants have been excluded from non-domestic areas (springs, rivers and forests) has led to numerous conflicts with the Kerinci society. Its social organisation stems from interconnections between the lineage-based system of the Minangkabau (Western Sumatra) and the non-differentiated social system of the Jambi (Eastern

Sumatra). This has resulted in territorial definitions that vary from one village to the next, and in a form of customary government comprising clan chiefs, chiefs who were previously appointed by the Jambi court and healers or Shamans (*dukun*), who have considerable decision-making powers. The latter group communicates with dead and mythical ancestors, as mediators enabling them to “act” upon society. Springs and mountain tops are where the Kerinci ancestors reside, including the founding mother who, according to oral history, married the first man who came to the Kerinci valley. This gave the inhabitants of the Kerinci valley symbolic control over water and other wild resources that they needed to manage their domestic lives. In Kerinci society, upstream-downstream spatial representations (*hulu-hilir*) are of great importance, since upstream people are symbolically closer to the founding ancestors. This differentiation is accentuated by historical facts, the valley’s annexation being blamed on collaboration by inhabitants of the northern area (upstream from the lake) with the Dutch, while those in the southern area (downstream from the lake) were fiercely opposed to the annexation.

Agrarian dynamics and power structure in the Kerinci valley

Agrarian dynamics differ in the northern and southern areas. The northern areas have abundant flooded rice fields and fairly degraded hill soils. The zones to the south, towards the Merangin River, have fewer flooded rice fields and the hillsides are covered with perennial agroforest or coffee and cinnamon plantations. The inhabitants of Lempur, a village in the extreme south, have close social links with the inhabitants of Serampas, an agrarian enclave which is several days walk away in the south of the valley, and with those living in the Merangin valley. Because of this, Lempur’s inhabitants claim the right to extend their territory in these directions. Their agrarian system is based on

alternating cinnamon and coffee plantations with subsistence and rain-fed rice crops that are typical of slash-and-burn farming systems. Lempur’s territorial claims are clearly in conflict with the national park administration, which is unable to enforce its boundaries. The inhabitants have accumulated substantial economic wealth and established a relationship of superiority with the inhabitants of the north, who work for them as day labourers. Their alliance with the inhabitants of Serampas, who in their eyes are true “Orang Hulu” (people of the springs who possess occult powers), endows them with another form of power, greatly feared in Indonesia, which keeps any kind of external intervention away from their territory.

The Kerinci Seblat national park

The Kerinci National Park, which was established in 1982, is effectively pursuing the plans to prohibit access in the valley’s forests that were introduced first by the Dutch in 1929 and subsequently by the Indonesian government in the post-colonial period. The purpose of the park is to preserve the biological diversity associated with the varied mountainous relief, the region’s extensive river system and the many mammals that are considered to be at risk. In 1991 (when the new conservation legislation was adopted), the park became a true national park managed by conservation organisations, especially the WWF. The park authorities established strict rules to ban gathering from the wild and limit agricultural expansion, with expropriations conducted *manu militari*. Although the discourse held by WWF and the subsequent World Bank project both advocate community participation, the approaches that were adopted, as we were able to observe, take very little account of social and cultural dynamics. The situation of conflict will endure as long as the park authorities neither consider nor recognise the profound relationship linking members of Kerinci society to their natural domain.